

[Text]

**Mr. Orlikow:** Mr. Chairman, the reason I raised this question is that I understand we have a full list of people and organizations to be heard this afternoon. I am quite prepared to sit until 1 o'clock, but I think the members of the Committee are entitled to have a short lunch break. I would suggest to you, Mr. Chairman, and to the members of the Committee that we keep an eye on the time so we can give everybody a chance to have 10 or 15 minutes. If individuals or organizations take more than 15 minutes, then somebody at the end is not going to be heard. I would suggest, therefore, that you all the members of the Committee keep that in mind in terms of asking questions and prolonging the discussion.

**The Joint Chairman (Senator Riel):** Thank you, Mr. Orlikow. This was brought to the attention of the Committee earlier by Mr. Beaudoin and Mr. Rompkey. We will try to proceed as quickly as possible.

The present witness informs me that he will be able to compress his exposé to about seven minutes

**Mr. Jim Killoran (Edmonton):** I will try to do that, Mr. Chairman.

Fellow Committee members and most welcome guests, what I am going to talk about this morning is a topic that is somewhat touchy within our political group here, and that is foreign students; that is, the number of foreign students presently studying in Canada. When you look at the total number of foreign student - that are here and what they are here for, I have a few very good questions to ask that seemingly the University of Alberta will not answer.

The first of these questions is this. In coming to Canada, why is there not a two-price system? For me going to an American university there was a three-price system in education.

• 1105

This projected those people, in my case, the Michigan State residents that were born and brought up in Michigan, perhaps were Michigan State taxpayers and then went on to a national body which was price two, anybody else in the United States; and then a third price, foreign students. When I see what is happening in Canada right now—let us say I made application at the University of Alberta and somebody from a Third-World country made application. They pay the same amount of money as I do. I was born and brought up here and my father has paid income tax since day one. So that person has equal rights as I do.

I just question the logic in it. How has that person complemented our system? Did he help build the university? If we want to get down to facts here we see that the second previous speaker was talking about what Canada owes these new immigrants. How much do we actually owe? As a criminologist I have gone to the different security people in town, the Hudson's Bay Company, Simpsons-Sears Ltd to see how the shoplifting goes; if you want facts like this I could go on for the rest of the afternoon. About how the Police Commission here: I sat down for a morning with the Serjeant-Major of the Edmonton Police Force and talked about hard and cold facts on how immigrants are adjusting to the system.

[Interpretation]

**M. Orlikow:** Monsieur le président, la raison pour laquelle j'ai posé cette question, c'est que je crois que nous avons un ordre du jour très chargé cet après-midi. Je veux bien siéger jusqu'à 1:00 heure, mais je crois que les membres du Comité ont droit à une courte pause pour le déjeuner. Je vous propose donc, à vous, monsieur le président, et à vous, messieurs les membres du Comité, d'être brefs, afin que tous puissent disposer de 10 ou 15 minutes. Si des particuliers ou des organismes prennent plus de 15 minutes, certains ne pourront être entendus à la fin. Je vous incite donc tous à tenir compte de cet élément lorsque vous posez des questions et prolongez la discussion.

**Le coprésident (sénateur Riel):** Merci, monsieur Orlikow. Messieurs Beaudoin et Rompkey avaient déjà signalé la même chose aux membres du Comité. Nous allons tâcher de faire aussi vite que possible.

Le présent témoin m'informe qu'il croit pouvoir comprimer son exposé en sept minutes environ.

**M. Jim Killoran (Edmonton):** Je vais essayer de le faire, monsieur le président.

Messieurs les membres du Comité et chers invités, le sujet dont je veux vous entretenir ce matin en est un qui est quelque peu délicat à l'intérieur de notre groupement politique ici présent, et je veux parler des étudiants étrangers; en d'autres termes, il s'agit du nombre des étudiants étrangers qui poursuivent actuellement leurs études au Canada. Considérant le nombre total des étudiants qui sont ici et ce pourquoi ils sont ici, il me vient à l'esprit quelques très bonnes questions auxquelles l'Université de l'Alberta ne semble pas vouloir répondre.

La première de ces questions s'énonce ainsi. Pourquoi n'existe-t-il pas un système à double prix, en rapport avec la venue au Canada? J'ai moi-même étudié dans une université des États-Unis où on avait prévu un système d'enseignement à triple prix.

On projetait ces gens, dans mon cas, les habitants de l'État du Michigan, qui étaient nés et avait été élevés au Michigan, qui étaient peut-être des contribuables de l'État du Michigan, puis on constituait un groupe national qui correspondait au deuxième prix, n'importe quelle autre personne originaire des États-Unis, et, enfin, un troisième prix pour les étudiants étrangers. Quand je vois ce qui se passe au Canada à l'heure actuelle, disons que j'ai fait une demande d'inscription à l'Université de l'Alberta, et un ressortissant d'un pays du Tiers monde en a également présenté une. Ces étudiants versent la même somme d'argent que moi. Je suis né et j'ai été élevé ici, et mon père paie des impôts depuis toujours. Or, cette personne a des droits égaux aux miens.

Je m'interroge simplement sur la logique de ces faits. Comment cette personne a-t-elle contribué à notre système? A-t-elle aidé à construire l'université? Si nous voulons nous en tenir aux faits, rappelons que l'avant-dernier témoin a traité de ce que le Canada devait aux nouveaux immigrants. Que leur devons-nous réellement? En tant que criminologiste, je suis entré en rapport avec différents agents de sécurité de la ville, la Compagnie de la baie d'Hudson, Simpson-Sears Ltd, pour savoir comment fonctionnait le vol à l'étalage; si vous voulez d'autres données de ce genre, je pourrais vous entretenir encore tout le reste de l'après-midi. Pour ce qui est de la commission de police de notre ville: j'ai causé toute une matinée avec le sergent-major de la police d'Edmonton; nous avons parlé de faits